



**PRÉFET  
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale  
de l'environnement, de l'aménagement  
et des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne  
14 rue de l'Aluminium  
77547 Savigny-le-Temple

Savigny-le-Temple, le 18/03/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 18/02/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**CCMP SAS**

CCMP SAS  
ZI MITRY COMPANS  
77290 Compans

Références : E/26-0506  
N° Hélios : 63376  
Code AIOT : 0006500644

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/02/2026 dans l'établissement CCMP SAS implanté Rue Mercier ZI MITRY COMPANS 77290 Compans. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection est réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de l'Inspection (PPC) des installations classées pour l'environnement (ICPE).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CCMP SAS
- Rue Mercier ZI MITRY COMPANS 77290 Compans
- Code AIOT : 0006500644
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut

- IED : Non

L'établissement CCMP, situé à COMPANS dans la zone industrielle de MITRY-MORY / COMPANS, est un dépôt pétrolier qui a été construit et autorisé en 1972 et mis en service en 1974.

Le site est destiné à la réception et au stockage de produits pétroliers pour le compte des actionnaires afin de les distribuer auprès des utilisateurs de la région (stations services, particuliers et industriels). Le dépôt est constitué de réservoirs aériens, de cuves d'additifs, d'installations de réception par pipeline et par route (exclusivement pour les additifs et exceptionnellement pour les produits pétroliers) et d'installations d'expédition par route.

Outre les enjeux en matière de risque chronique ou de protection de l'environnement au travers de la maîtrise des rejets de COV et la prévention des pollutions du sol et des eaux souterraines, la problématique principale de ce type d'établissement concerne la maîtrise des risques accidentels.

Les activités de ce dépôt sont notamment réglementées par l'arrêté préfectoral n° 18 DCSE IC 013 du 5 mars 2018 qui acte la clôture de l'étude de dangers. Des arrêtés complémentaires ont également été pris depuis cette date notamment le 5 avril 2024, suite à l'augmentation de la capacité de stockage d'éthanol, et le 2 mai 2025 suite à la réaffectation en essence des bacs 13 et 15.

L'établissement est soumis à autorisation (A) au titre de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement et est classé « Seveso Seuil Haut » par dépassement direct du seuil de la rubrique 4734-2 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;

- ♦ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ♦ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
4	Défense contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-3-9	/	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
8	Impact de la modification des événements des bacs sur l'étude de dangers	AP Complémentaire du 05/05/2025, article 11	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
9	Installations électriques	AP Complémentaire du 05/03/2018, article 8.3.3	/	Demande d'action corrective	Délais indiqués dans le point de contrôle

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Défense contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-7	/	Sans objet
2	Défense contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-7	/	Sans objet
3	Défense contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-6	/	Sans objet
5	Défense contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 05/03/2018, article 8.7.4	/	Sans objet
6	Consistance des installations autorisées	AP Complémentaire du 05/05/2025, article 4	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
7	Détection d'hydrocarbures	AP Complémentaire du 05/05/2025, article 7	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La société CCMP a bien pris en compte les évolutions réglementaires des arrêtés ministériels réglementant les liquides inflammables, qui sont entrées en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2026, en particulier celles applicables aux installations soumises à autorisation fixées par l'arrêté ministériel du 03/10/2010 (stockage en réservoirs aériens).

La visite d'inspection ainsi que les éléments de réponse transmis par l'exploitant par courriels des 10/07/2025 et 7/10/2025 ont permis de lever la majorité des suites de la visite d'inspection du 6 juin 2025. Toutefois, il ressort de cette inspection, et d'une façon générale, que l'exploitant ne met pas en place une traçabilité suffisante des résultats de vérification de ses installations ni un suivi des levées des observations et non conformités relevées lors des vérifications et contrôles.

Par ailleurs, suite à la transmission d'une note de calcul visant à vérifier le dimensionnement des événements des bacs à toit fixe (avec ou sans écran interne), il ressort de ces éléments que les événements des bacs n°16 et 17 ne sont pas suffisamment dimensionnés s'agissant de la partie ventilation accidentelle.

L'exploitant a indiqué que des événements supplémentaires seront ajoutés sur les réservoirs n°16 (travaux prévus en mars 2026) et 17 (travaux prévus en 2030, période où le bac est hors exploitation pour inspection). En attendant la réalisation des travaux sur le bac n°17, l'exploitant mettra à jour son

étude de dangers en intégrant le phénomène de pressurisation lente dans ledit bac.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Défense contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-7
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Majoration de 20 % des moyens incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  43-7 Moyens complémentaires à la stratégie incendie. En complément des moyens de lutte contre l'incendie évalués en application des dispositions des articles 43-2,43-3 et 43-4 du présent arrêté, l'exploitant dispose de ressources et réserve en eau et émulseurs supplémentaires équivalent à 20 % de ces moyens. [...]
<b>Constats :</b>  Certains éléments de ce constat sont détaillés en annexe confidentielle. Besoin en émulseur : Pour la détermination des moyens complémentaires en émulseur (20 % des besoins initiaux), l'exploitant prend en compte 2 extinctions successives de 20 min et l'entretien du tapis de mousse pendant 1h pour déterminer ce volume complémentaire de 20% qui s'élève à 4878 L. Le volume total nécessaire d'émulseur est donc de 29 268 L. Au regard de ces éléments, la détermination du volume complémentaire au titre de l'exigence de disposer de 20 % de moyens complémentaires par rapport au volume initial requis n'appelle pas de remarque. L'exploitant indique disposer de 43 069 L d'émulseur. Il présente le dernier relevé effectué daté 24/04/2024 reportant un volume de 48 809 L d'émulseur (dont 35 974 L correspondant à un émulseur à 3%). Lors de la visite de site, les inspecteurs constatent la présence des deux cuves aériennes de stockage d'émulseur.  Besoin en eau: Les besoins en eau en tenant compte du refroidissement requis des installations et du besoin complémentaire de 20% s'élèvent à 1706 m <sup>3</sup> → Ce volume n'appelle pas de remarque. CCMP indique disposer d'un bassin d'eau de 3500 L approvisionné par les eaux pluviales et l'eau de ville. Un suivi du remplissage de ce bassin est assuré à distance sur un écran de commande. Lors de la visite, les inspecteurs constatent la présence de ce bassin d'eau rempli.  — <b>En conséquence l'exploitant dispose bien de 20% de moyens complémentaires en eau et en émulseur par rapport aux besoins initiaux requis par l'arrêté ministériel du 03/10/2010 depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2026.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Défense contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-7
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Continuité de l'approvisionnement en eau durée >3h
<b>Prescription contrôlée :</b>



[...] Par ailleurs, en complément de la stratégie incendie prévue à l'article 43-1, sont étudiées les modalités prévisionnelles permettant d'assurer la continuité d'approvisionnement en eau en cas de prolongation de l'incendie au-delà de 3 heures, ou le cas échéant, au-delà de la durée nécessaire à l'extinction de l'incendie. Ces modalités peuvent s'appuyer sur l'utilisation des moyens propres au site, y compris par recyclage, ou d'autres moyens privés ou publics. Le cas échéant, les délais de mise en application des solutions retenues sont précisés. Si nécessaire, les modalités d'utilisation et celles d'information du ou des gestionnaires sont précisées. Dans le cas d'un recyclage d'une partie des eaux d'extinction d'incendie, les conditions techniques et modalités prévues sont explicitées. Ce complément est tenu à disposition de l'inspection des installations classées.

**Constats :**

Certains éléments de ce constat sont décrits en annexe confidentielle.

CCMP présente la synthèse d'une étude pour évaluer la durée théorique de maintien du refroidissement des installations dans le cas du scénario majorant en étudiant le cas avec ou sans réalimentation du bassin d'incendie. L'Inspection constate que, selon les calculs présentés par l'exploitant, sans tenir compte de la réalimentation du bassin incendie par de l'eau de ville, l'autonomie théorique pour le maintien du refroidissement des installations est d'environ 4,6 h et de 11,5 h avec réalimentation du bassin incendie.

→ L'exploitant a bien étudié la possibilité de la continuité d'approvisionnement en eau pour un feu supérieur à 3h et l'Inspection constate que l'autonomie actuelle pour le maintien du refroidissement des installations avec la présence du bassin incendie est supérieure à 3h.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 3 : Défense contre l'incendie**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-6

**Thème(s) :** Risques accidentels, Consignes incendie

**Prescription contrôlée :**

Des consignes, procédures ou documents précisent :

-les dispositions générales concernant l'entretien et la vérification des moyens d'incendie et de secours ;

[...]

**Constats :**

Certains éléments de ce constat sont décrits en annexe confidentielle.

L'Inspection contrôle par sondage la présence de procédures encadrant l'entretien et la vérification des moyens d'incendie et de secours utilisés dans le cadre du scénario majorant (voir point de contrôle précédent).

CCMP transmet une procédure de contrôle des réseaux et matériel incendie référencée « ITD n°11\_Rev 1 du 27/08/2025 ». L'Inspection constate que cette procédure couvre bien les équipements identifiés dans le POI pour ce scénario d'incendie à l'exception des "couronnes TRAPIL" dont l'exploitant indique qu'il n'est pas responsable de leur entretien (voir point de contrôle suivant) et que ceci est formalisé dans une convention entre les deux sociétés.

→ L'exploitant dispose bien d'une consigne encadrant la vérification des moyens incendie valorisés dans le scénario incendie majorant (en termes de moyens nécessaires).

Type de suites proposées : Sans suite

#### N° 4 : Défense contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-3-9

Thème(s) : Risques accidentels, Vérifications périodique des moyens incendie

##### Prescription contrôlée :

L'ensemble des moyens prévus dans ce point 43-3 sont régulièrement contrôlés et entretenus pour garantir leur fonctionnement en toutes circonstances. Les dates et résultats des tests de défense incendie réalisés sont consignés dans un registre éventuellement informatisé qui est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

##### Constats :

Certains éléments sont détaillés en annexe confidentielle.

Préalablement à la visite d'inspection, l'exploitant a transmis par courriel du 16 février 2026 les derniers rapports de vérification des boîtes à mousse, couronnes de bacs, poteaux en eau, poteaux en prémélange et les vannes de maillages.

L'Inspection a procédé à la vérification par sondage de la bonne réalisation des derniers contrôles et vérifications des poteaux incendie, boîtes à mousse, lances et canons, rampes à buses, queue de paon, couronnes et déversoir à mousse au regard des modalités décrites dans la procédure de contrôle de l'exploitant (ITD n°11):

- poteaux incendie en eau : le compte-rendu de la vérification des poteaux incendie du 03/07/2025 effectuée en interne indiquait que le PEI n°6 est hors service. L'exploitant n'a pas encore apporté le correctif. Lors de la visite de site, l'Inspection constate que celui-ci est entouré de rubalise indiquant son état hors service. L'Inspection constate la présence d'autres poteaux incendie opérationnels situés à moins de 100 m de celui-ci permettant de respecter l'exigence de l'article 8.7.4 de l'arrêté préfectoral du 5/03/2018.

**Suite n° 20260218-1: L'exploitant prendra en compte dans son planning pluriannuel de travaux la réparation de PEI n°6.**

- poteau incendie en prémélange : Le compte-rendu de la vérification réalisée le 03/07/2025 indiquait que le PEI n°3 est fuyard.

**Suite n° 20260218-2: L'exploitant prendra en compte dans son planning pluriannuel de travaux la réparation de PEI n°3.**

L'Inspection a interrogé l'exploitant sur les vérifications réalisées pour s'assurer de la bonne performance de son réseau incendie et notamment de l'atteinte du débit requis de la centrale incendie par l'arrêté préfectoral du 5 mars 2018. L'exploitant indique ne pas encore contrôler cette performance mais a prévu d'inclure un nouveau contrôle à la fréquence d'1 fois tous les 3 ans pour vérifier la performance de la centrale incendie.

**Suite n°20260218-3 : L'exploitant s'assurera dans les meilleurs délais, que son réseau incendie permet bien d'atteindre le débit requis de la centrale incendie fixé à l'article 8.7.4 de l'arrêté préfectoral du 5 mars 2008. Les justificatifs de ce contrôle seront transmis à l'inspection.**

**L'exploitant justifiera également que ce nouveau contrôle est bien intégré à son référentiel et**

précisera la période envisagée pour la réalisation du contrôle de la performance de la centrale incendie.

- Couronnes bacs : Le compte rendu du contrôle du 25/06/2025 ne fait état d'aucune observation.
- Boîtes à mousse : Le compte-rendu du contrôle du 30/09/2025 porte sur un contrôle visuel des 28 boîtes à mousse des 11 bacs du site. S'agissant du contrôle avec mise en eau de la boîte à mousse (prévu dans sa procédure de contrôle), l'exploitant indique ne pas l'avoir encore réalisé dans la mesure où cette vérification a été intégrée à la procédure lors de la dernière mise à jour de celle-ci (27/08/2025). Il s'agit d'un test à fréquence triennale. L'exploitant prévoit de réaliser ce contrôle avant la date du 27/08/2028.
- Déversoirs, rampes à buses, queue de paon : l'exploitant indique que des contrôles visuels hebdomadaires de ces équipements sont réalisés lors des rondes mais que les résultats de ces contrôles ne sont pas tracés. Cependant, des essais en interne sont réalisés, notamment lors des exercices incendie avec la mise en eau de ces équipements. Ceci est indiqué dans les comptes rendus de ces exercices. Les inspecteurs consultent le compte-rendu de l'exercice incendie du 30/06/2025 et constatent que les équipements mis en eau sont identifiés. Le manque de traçabilité des vérifications hebdomadaires ne permet pas de justifier que toutes les vérifications requises par la procédure ITD n°11 sont bien réalisées.

**Suite n°20260218-4 : L'exploitant devra améliorer la traçabilité des vérifications effectuées sur les déversoirs, rampes à buses et queues de paon pour s'assurer que l'ensemble des contrôles requis soient bien réalisés à la fréquence définie dans son référentiel.**

Par ailleurs, en ce qui concerne la vérification des vannes de déversoirs au droit des toits de bacs et de cuvettes de rétention, un prestataire externe réalise la vérification de ces vannes. L'exploitant a indiqué que cette vérification se fait tous les ans avec 1/7<sup>ème</sup> du parc vérifié dans l'année. L'Inspection a procédé à la vérification des fiches de résultats du contrôle de la vanne de toit de bac du déversoir 12 et de la cuvette correspondante (compte-rendu du 14 avril 2025). Les compte-rendus indiquaient un manque de digit au niveau de l'écran des vannes ce qui rend difficile la lecture de l'écran (position de la vanne). L'exploitant a indiqué que ceci est lié à l'exposition de ces écrans aux rayons solaires. Toutefois, il existe un report de l'affichage de la position de ces vannes sur un écran de contrôle. Sur le terrain, l'Inspection a constaté que sur certains de ces écrans dégradés, l'affichage était toujours lisible.

**Type de suites proposées : Avec suites**

**Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant**

**Proposition de délais : 6 mois**

#### **N° 5 : Défense contre l'incendie**

**Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/03/2018, article 8.7.4**

**Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle présence des moyens incendie**

**Prescription contrôlée :**

Les dispositions de cette prescription sont indiquées en annexe confidentielle.

**Constats :**

Lors de la visite de l'établissement, l'Inspection constate la présence des moyens cités dans la



prescription contrôlée.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 6 : Consistance des installations autorisées**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 05/05/2025, article 4

**Thème(s) :** Risques accidentels, Consistance des installations autorisées

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 06/05/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
- date d'échéance qui a été retenue : 10/07/2025

**Prescription contrôlée :**

Les dispositions de cette prescription sont indiquées dans la partie confidentielle.

L'établissement comprenant l'ensemble des installations classées et connexes, est organisé de la façon suivante :

- Réservoirs de stockages : voir annexe confidentielle

- Poste de chargement :

Le poste de chargement camion comprend 5 îlots. Il est agencé de la manière suivante : voir annexe confidentielle

**Constats :**

Certaines informations de ce constat sont décrites en annexe confidentielle.

Par courrier du 10/07/2025, l'exploitant transmet les hauteurs des niveaux NH et NTH du bac n°15, ainsi que les relevés issus du barémage du bac n°15 datés du 16/05/2022 permettant de corréler les hauteurs avec un volume correspondant dans le bac. Les niveaux des sondes NH et NTH du bac n°15 sont inférieurs aux niveaux prescrits par l'arrêté préfectoral du 2 mai 2025.

Au cours de la visite, les inspecteurs constatent sur la supervision que le niveau des sondes NH et NTH est bien réglé sur les hauteurs indiquées par l'exploitant pour le bac n°15.

→ Ces éléments permettent de lever la suite n°20250506-3 de l'inspection du 06/05/2025.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 7 : Détection d'hydrocarbures**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 05/05/2025, article 7

**Thème(s) :** Risques accidentels, Rejets Détection d'hydrocarbures

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 06/05/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
- date d'échéance qui a été retenue : 10/07/2025

**Prescription contrôlée :**

Les dispositions de cette prescription sont indiquées en annexe confidentielle.

**Constats :**

En réponse à cette suite, l'exploitant transmet par courrier du 10 juillet 2025 :

- la matrice des causes/effets des MMRI complétée lors du contrôle du bon fonctionnement des asservissements des nouvelles MMRI, datée du 18/04/2025. Les quatre détecteurs DHV53, DHV53-2, DHV54, DHV54-2 ont bien été testés (test des asservissements sur l'atteinte du 2<sup>ème</sup> seuil et test des asservissements en cas d'indisponibilité (défaut de l'appareil)).
- le rapport d'installation des 4 détecteurs précités daté du 28/03/2025, le rapport comprend l'observation suivante : "Déplacer plus bas à la fin du chantier le capteur DHV53", l'exploitant indique avoir procédé au déplacement de celui-ci.

L'exploitant transmet également :

- le rapport d'installation et le rapport de mise en service du nouveau détecteur (sa position est précisée en annexe confidentielle) datés du 12/06/2025.

Lors de la visite, l'exploitant présente la dernière révision de la matrice causes/effets des MMRI datée du 02/06/2025 dans laquelle une ligne a été ajoutée pour le nouveau détecteur.

Au cours de la visite des installations, les inspecteurs constatent la présence du nouveau détecteur.

→ Ces éléments permettent de lever la suite n°20250506-5 de l'inspection du 06/05/2025.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 8 : Impact de la modification des événements des bacs sur l'étude de dangers**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 05/05/2025, article 11

**Thème(s) :** Risques accidentels, Impact de la modification des événements des bacs sur l'étude de dangers

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 06/05/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avait(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
- date d'échéance qui a été retenue : 03/10/2025

**Prescription contrôlée :**

En cas de modification de la surface des événements des bacs du dépôt par rapport à celles retenues dans l'étude de dangers de 2017, complétée par le dossier de porter-à-connaissance du 20 novembre 2024 susvisé dans sa quatrième révision, l'exploitant analyse l'impact de cette modification sur les deux dossiers susvisés.

L'exploitant tient à disposition de l'Inspection des installations classées les résultats de son analyse.

Le cas échéant, il portera à la connaissance du Préfet les impacts sur son étude de dangers, et au plus tard lors du prochain réexamen quinquennal de son étude de dangers.

**Constats :**

En réponse, par courrier du 03/10/2025, l'exploitant transmet les notes de calculs justifiant le dimensionnement des événements des bacs de son site qui disposent tous d'un toit fixe (avec ou sans écran interne). La vérification du dimensionnement des événements est réalisée sur la base du code de construction CODRES et de l'arrêté ministériel du 03/10/2010 pour la partie ventilation accidentelle. Il ressort de ces éléments que les événements des bacs n°16 et 17 ne sont pas suffisamment dimensionnés au regard des risques de phénomènes dangereux de pressurisation de bac (les surfaces d'événement manquantes correspondent respectivement à environ 4 % et 22 % des surfaces d'événements disponibles actuellement sur chaque bac).

L'exploitant indique que des événements supplémentaires seront ajoutés sur les réservoirs 16 et 17 lors des inspections hors exploitation prévues respectivement en 2026 et 2030.

Lors de la visite, l'exploitant présente le devis pour les travaux de la prochaine inspection hors exploitation du bac n°16 prévue mi-mars 2026. Ce devis comprend une modification des événements du bac.

→ La suite n°18022026-6 est remplacée par la suite suivante :

**Suite n° 20260218\_5 :** S'agissant du bac n°17, dans l'attente de la modification des surfaces des événements, l'exploitant doit prendre en compte le phénomène de pressurisation lente dans son étude de dangers (EDD).

Compte tenu que l'exploitant envisage de ne procéder aux travaux de modification des événements sur ce bac qu'en 2030, le délai de transmission d'un porter à connaissance présentant les impacts sur l'EDD d'un sous-dimensionnement des événements vis-à-vis des risques de survenue du phénomène dangereux de pressurisation lente du bac, qui est fixé au plus tard au prochain réexamen quinquennal par article 11 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 05/05/2025 (soit dans ce cas présent au 05/05/2035), n'apparaît pas approprié. Aussi, l'exploitant doit transmettre sous un délai de 3 mois un porter-à-connaissance prenant en compte le phénomène de pressurisation lente au niveau du bac n°17 dans son étude de dangers (EDD).

**Suite n° 20260218\_6 :** A l'issue de l'inspection hors exploitation détaillée (inspection décennale) du bac n°16, l'exploitant transmettra les éléments justifiant de la modification des événements et attestant que ceux-ci sont conformes aux exigences de la formule de l'annexe 1 de l'arrêté ministériel du 03/10/2010. Conformément à l'article 11 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 05/05/2025, il intégrera cette modification (notamment description des surfaces des événements) lors du prochain réexamen quinquennal de son étude de dangers.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 9 : Installations électriques**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 05/03/2018, article 8.3.3

**Thème(s) :** Risques accidentels, Vérification périodique

**Prescription contrôlée :**

[...]

Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectué au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne très explicitement les déficiences relevées dans son

rapport.

L'exploitant conserve une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises. Il est remédié à toute défektivité relevée dans les plus brefs délais. Les rapports de contrôles sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

#### **Constats :**

Préalablement à la visite d'inspection et par courriel électronique du 16 février 2026, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées le rapport de vérification Q18 des installations électriques réalisée le 4 août 2025. Cette vérification concernait les installations Basse Tension.

Le rapport de contrôle indiquait que la vérification effectuée était partielle, relevait 19 observations et concluait que les installations peuvent présenter des risques d'incendie et d'explosion.

Lors de la visite du 18 février 2026, l'exploitant a indiqué que la vérification complète des installations n'a pas pu être effectuée car celle-ci nécessite une coupure totale du courant électrique. L'exploitant a indiqué que cette coupure totale n'est pas possible au regard des conditions d'exploitation du site.

L'exploitant a indiqué qu'à la suite du contrôle des installations électriques, l'électricien du site établit les devis afin de lever les observations figurant dans les rapports de vérification. Cependant aucun justificatif n'a pu être présenté à l'Inspection. En effet, la traçabilité de levée des observations n'est pas assurée.

Par ailleurs, l'exploitant a présenté à l'Inspection le rapport de la vérification des installations électriques par thermographie Q19 réalisée du 4 au 6 août 2025. Celui-ci comprend une non-conformité qui a été levée (bon d'intervention du 24 novembre 2025 présenté). Le contrôle par thermographie couvre une partie des installations électriques n'ayant pas pu être vérifiées lors du contrôle annuel Q18.

En ce qui concerne les cellules haute tension, l'exploitant n'était pas en mesure d'indiquer à l'Inspection si la société CCMP est propriétaire des transformateurs sur site et si la vérification de ces derniers est bien effectuée.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

##### **Suite n° 20260218\_7 – délai : 3 mois**

L'exploitant doit s'assurer de la vérification complète des installations électriques et mettre en place un suivi de levée des observations et non-conformités relevées lors des contrôles des installations électriques.

##### **Suite n° 20260218\_8 – délai : 6 mois**

L'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées le justificatif des levées des observations figurant dans le rapport de vérification Q18 du 4 août 2025.

##### **Suite n° 20260218\_9 – délai : 1 mois**

L'exploitant transmettra à l'Inspection des installations classées les rapports de vérification des cellules hautes tensions du site. Si ces équipements appartiennent au gestionnaire de réseau, l'exploitant transmettra à l'Inspection un justificatif en ce sens.

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> Délais indiqués dans le constat